

ON NOUS COMMUNIQUE

RESUME DES INTERVENTIONS FAITES A LA COMMISSION EXÉCUTIVE DU SNADGI-CGT DU RHONE

LE 6 OCTOBRE 2005

Le 4 octobre 2005 la mobilisation a montré la disponibilité des travailleurs au combat : plus d'un million de manifestants, des taux de grèves importants, supérieurs à la grève du 10 mars à la DGI (47%). C'était la première grève depuis le 29 mai et comme le 29 mai, cette mobilisation exprime la volonté d'en finir avec cette politique.

Au ministère des Finances, nous sommes en première ligne concernant les réformes. Les restructurations de services (IFU, pôles), les fusions (CDI/CDIF) dont l'objectif est d'adapter les structures afin de permettre de nombreuses suppressions de postes ; le basculement des Domaines à la Comptabilité Publique en sont des exemples. Les camarades des Domaines ont d'ailleurs engagé un combat contre la privatisation programmée. Une pétition signée à la quasi unanimité des collègues des Domaines du Rhône (et ailleurs, comme en Isère ...) réclame aux directions syndicales nationales de reprendre la revendication des personnels : **refus du transfert des Domaines à la CP !**

Mais peut-on défendre cette revendication et, comme le fait la direction de notre syndicat, participer aux groupes de travail ou autres réunions de concertation visant à « faire passer » la réforme? À l'évidence, c'est tout à fait contradictoire. C'est un tel refus de participer aux réunions de concertation qui devrait être mis en œuvre par les délégués syndicaux.

Mais peut-on en finir avec la politique du gouvernement, sans remettre en cause l'existence du gouvernement Chirac ? Dans la presse, il a été fait écho à cette interrogation : une manifestante parisienne interviewée disait ainsi : *« Dehors Chirac ! »*

Faute de quoi, le gouvernement poursuit les attaques, ne renonce en rien à sa politique comme en atteste le dossier SNCM où la privatisation est programmée. Il poursuit aussi sa politique de liquidation du statut de la fonction publique.

Cette année le budget est discuté et sera adopté dans le cadre de la LOLF. C'est un fonctionnement nouveau qui consiste à globaliser les moyens de fonctionnement et à les allouer en fonction des missions et d'objectifs. Une enveloppe de fonctionnement global sera débloquée pour arriver à ces objectifs. « Global » signifie qu'il y a un seul budget pour payer les dépenses de fonctionnement, d'infrastructures, de matériels et de personnels. Ainsi, dans le cadre du budget, on ne vote plus un nombre de postes de fonctionnaires. La globalisation permet de supprimer massivement des postes de fonctionnaires. Il sera possible de faire des économies sur les postes de fonctionnaires quitte à en remplacer un certain nombre par des contractuels moins payés et en lâchant quelques miettes à une poignée d'agents (en fonction du mérite). Mais il y a un obstacle à la réalisation de cet objectif, c'est le statut. Il doit donc être liquidé.

Des groupes de travail sont prévus entre le ministre Jacob et les directions syndicales au mois de novembre : l'un d'entre eux, par exemple, porte sur la transformation des 900 corps de fonctionnaires existant aujourd'hui par un regroupement en 7 filières facilitant la mobilité et les suppressions de postes. Le but est d'aligner le statut de la Fonction publique d'État sur celui de la Fonction publique territoriale. Et déjà est organisé dans la Fonction publique territoriale un recrutement de type privé (Cf. les ordonnances du mois d'août notamment sur le PACTE ...)

La question est : la CGT va-t-elle s'inscrire dans le dispositif du gouvernement au nom des négociations salariales ?

Cela est impossible.

Le rôle des syndicats n'est pas discuter des plans de liquidation des garanties statutaires.

Face à la politique conduite par ce gouvernement, on ne peut chercher à faire pression pour lui imposer une autre politique. Tant qu'il sera en place, ce gouvernement maintiendra la poursuite des attaques contre les travailleurs. Ce dont les travailleurs ont besoin, ce ne sont pas des actions dispersées, émiettées, etc. telle que l'action prévue au ministère des Finances en novembre. Ce dont les travailleurs ont besoin, au contraire, c'est d'une action centrale et unie, organisée par l'ensemble des confédérations sur un axe clair, sur une perspective précise : regrouper toutes les forces des travailleurs pour infliger une défaite à ce gouvernement, le battre et le chasser.

Et la première tâche des responsables syndicaux, sur une telle perspective, c'est de rompre immédiatement les négociations en cours, en particulier en celles visant à mettre en œuvre la réforme de l'État.